

Publié par Tribune de Genève (<http://www.tdg.ch>)

[Accueil](#) > [Actu](#) > [Suisse](#) > Contenu

2E PILIER | La votation sur la prévoyance professionnelle se transforme en calvaire pour les partis bourgeois. Toutes les conditions d'un échec retentissant sont réunies.



© Janine Jousson/2007 | Guy Parmelin, UDC vaudois.

ROMAIN CLIVAZ | 04.02.2010 | 00:03

Sondages catastrophiques. Formations politiques divisées. Campagne chère et sans effets tangibles. Cela ressemble à une recette perdante pour le centre droit qui soutient la baisse du taux de conversion minimal du deuxième pilier soumise au vote le 7 mars. Pour mémoire, ce chiffre détermine la part du capital cotisé au titre de la prévoyance professionnelle qui est versé comme rente annuelle. Il passerait de 6,8% à 6,4% de ce capital (6400 francs pour 100 000 francs d'épargne).

Depuis hier, le scepticisme ressenti par les élus battant campagne est chiffré. Selon un sondage, commandé par l'Union syndicale suisse (USS) et Unia, seules 12% des personnes sondées sont prêtes à soutenir une réforme approuvée par l'UDC, le PRD et le PDC, contre l'avis de la gauche. Le soutien descend même à 6% en Suisse romande. Il y a presque autant d'opposants que d'indécis sur l'ensemble du pays, soit environ 40% (*lire ci-contre*).

Sondages secrets

Plus inquiétant pour les partis bourgeois, ils sont lâchés par leur base. Au PLR, le «oui» ne convainc que 26% des sondés, à l'UDC 13% et au PDC 9%. Le doute s'est aussi installé dans les cantons. Le PDC ne peut plus compter sur ses sections de

Genève, Soleure et Zurich. L'UDC sur celles de Saint-Gall et d'Obwald. Quant au PLR, dont le conseiller fédéral Didier Burkhalter est en charge du dossier, sa section jurassienne laisse la liberté de vote.

C'est le seul sondage rendu public. Celui commandé par la SSR auprès de l'institut gfs de Claude Longchamp est précieusement gardé secret par les hautes sphères dirigeantes de notre service public.

A la suite des prévisions plus qu'approximatives concernant l'issue du scrutin sur l'interdiction de la construction des minarets, la méthodologie de Claude Longchamp est en effet sur la sellette. Un autre sondage commandé par les milieux économiques, et aussi tenu secret, confirmerait le net refus de la baisse du taux de conversion: 45% des sondés diraient non et moins de 25% oui.

Mais pas question de crier victoire pour Aldo Ferrari, secrétaire régional d'Unia Vaud: «Je me refuse à tout excès d'optimisme. Il faut rester combatif. D'autant qu'avec nos 800 000 francs de budget, nous avons au moins dix fois moins de moyens que ceux d'économiesuisse.»

Selon plusieurs sources, dont le président du PDC, Christophe Darbellay, hier sur la TSR, le budget de campagne d'économiesuisse avoisinerait les 8 millions de francs.

Au front pour le oui, Guy Parmelin (UDC/VD) ne s'avoue pourtant pas battu: «Les dix prochains jours seront décisifs. Nous devons faire passer notre message: refuser cette réforme ne fera qu'aggraver un problème que nous aurons de toute façon à résoudre, notamment pour des raisons démographiques.»

Pro et anti ferrailent

Hier, des opposants, jeunes et vieux, à la baisse des rentes de la prévoyance professionnelle (LPP) se sont unis pour critiquer le projet soumis au peuple le 7 mars. Celui-ci ne vise pas à instaurer une meilleure égalité, martèle le comité intergénérationnel réunissant la Jeunesse socialiste, les sections jeunes des Verts et de plusieurs syndicats ainsi que les associations de retraités Avivo et Fares. Il menace les futures rentes des jeunes.

Au contraire, ont répondu des experts du secteur: le taux de conversion utilisé pour calculer les rentes LPP doit être abaissé afin de garantir la solidité du 2^e pilier. Le défaut de financement du 2^e pilier atteint actuellement quelque 600 millions de francs, d'après les calculs du chef actuaire de l'Association suisse d'assurances, Marc Chuard. Vu la hausse du nombre de retraités, le trou se creuse chaque année de 15 millions supplémentaires, soit un déficit de 900 millions dans vingt ans.

Outre l'allongement de l'espérance de vie, le comité «Pour des rentes du 2^e pilier sûres et équitables» justifie la nécessité de réduire le taux de conversion à 6,4% par l'évolution des placements financiers. ATS

Suisse

Source URL (Extrait le 05.02.2010 - 10:04): <http://www.tdg.ch/actu/suisse/reforme-deuxieme-pilier-chemin-croix-droite-2010-02-04>